

STOP AU CHOMAGE ET A LA REGRESSION SOCIALE

**Présentation du livre du Collectif Roosevelt
par David FELTZ, co-auteur
Soirée du 22 novembre 2016
Compte rendu**

La réunion s'est déroulée en présence de 23 personnes.

Présentation de l'intervenant : David est un permanent du Collectif Roosevelt. Il rappelle que le Collectif a fait du thème « Du travail pour tous » le thème prioritaire d'une campagne qui va se dérouler durant toute cette année universitaire (2016-2017).

Il présente brièvement les différents chapitres du livre :

Chap. 1 : Prendre la mesure du chômage

Les chiffres du chômage donnent lieu à de nombreuses polémiques. Ce chapitre fait le point sur les différents instruments de mesure utilisés par l'INSEE et le BIT (Bureau international du travail, organisme de l'ONU).

Ce qui est certain, c'est que depuis 40 ans, le chômage progresse sans discontinuer : on est presque à 3 M de chômeurs, soit 10% de la population active, et le double si on y intègre les temps partiels, les demandeurs d'emploi en formation, les contrats aidés,...etc.

Et par ses effets sociétaux, cette réalité du chômage nous concerne tous.

Chap. 2 : Contre le chômage, on a tout essayé ?

Après quarante années de politiques de l'emploi (subventions à l'emploi, allègement des « charges « des entreprises, contrats aidés...) : quels résultats et quels coûts ?

Certes ces politiques d'aide ont créé quelques emplois, mais les évaluations sur le nombre sont difficiles à cerner. Ce qui est sûr c'est que leur coût est prohibitif : les dépenses pour l'emploi représentent 100 mds d'euros (dont 60 mds pour les allègements de charge), sans parler des effets néfastes sur la santé.

Et pourtant notre pays a durant cette période doublé son PIB : avec de telles richesses, le chômage ne devrait pas être une fatalité ! Malheureusement on sait où ces richesses sont allées...

Chap. 3 : Et maintenant, la régression sociale

Si les « réformes du marché du travail » n'ont pas montré leur efficacité pour lutter contre le chômage, elles ont en revanche aggravé la pauvreté et les inégalités par la pression sur les salaires et le développement de la précarité.

La « loi El Khomry », quant à elle, ne répond à aucun des 3 objectifs affichés : simplification du droit du travail, développement de la négociation collective, réduction du chômage, qu'on a beaucoup de mal à corréliser à la facilitation des licenciements !

Et que penser de l'affirmation « il n'y aura pas de baisse durable du chômage sans modération des salaires », qui est à la base des programmes économiques de la droite libérale ?

Il faut absolument changer de cap, au moins au niveau de la zone euro, en arrêtant de distribuer de l'argent gratuitement aux banques et pas aux états, et en ne signant pas des traités de commerce international donnant la main aux multinationales sur les états.

Chap. 4 : L'échec du partage inégal du travail

Prétendre résoudre le chômage par la croissance est une pure aberration car il faudrait qu'elle soit durablement supérieure aux gains de productivité (or la courbe de ces gains est exponentielle, avec le numérique et la robotisation¹), et en plus elle détruirait la planète !

Surtout quand on voit que depuis 60 ans, le volume de travail est stable (il a même un peu diminué, alors que la population active augmente), que « les trente glorieuses » n'ont pas créé d'heures de travail, et que la situation n'a pas changé depuis !

¹Des études convergent pour dire que le progrès technique va détruire beaucoup d'emplois dans les années qui viennent

Ce n'est pas la croissance qui crée l'emploi, c'est la réduction du temps de travail (RTT, tendance historique qui a accompagné le progrès social), sinon les chiffres du chômage seraient bien pires !

Quant au soi disant modèle anglo-saxon qui serait bien meilleur en termes de chômage, on s'aperçoit que si on met tout dans la balance, et notamment les temps partiels, les petits boulots, et la précarité, aucun des pays développés ne connaît le « plein emploi », et tous les pays qui font mieux que nous en matière de chômage sont au moins à 25% de temps partiels (en France 16%). Temps partiels et précarité qui touchent surtout les femmes et les jeunes.

Chap. 5 : Brisons le tabou de la RTT

Ce chapitre s'emploie à réhabiliter les 35H, tant décriées à droite : la plupart des rapports convergent vers une création d'emplois non négligeable (350 000 entre 98 et 2002, la seule politique de l'emploi efficace depuis 40 ans), et surtout elles n'ont pas du tout empêché la croissance ni porté atteinte à la compétitivité des entreprises (contrairement à l'appréciation de l'euro), tout en développant le dialogue social, et avec un coût limité (8000€ par emploi créé, alors que le CICE, pour l'instant en est à 100 à 200 000€!).

La mise en œuvre des 35H a certes connu des ratés (ex. fonction hospitalière, en termes de créations d'emploi), surtout quand elles ont été trop contraignantes.

La conclusion qui s'impose : il faut travailler moins pour travailler tous !

Chap. 6 : Comment redistribuer le travail équitablement ?

Il faut d'abord stopper l'augmentation du temps de travail, avec les heures supplémentaires qui non seulement ne créent pas d'emplois (au contraire, une hausse de 1% des heures supp supprimerait 6500 emplois) mais ont un coût énorme (nettement plus que les 35H).

Il existe différents scénarios de réduction collective du temps de travail :

- le passage de la durée légale à 32H : préconisé par la CGT depuis 2015, avec un financement pris sur les aides aux entreprises (cf l'économiste JM Perbost et ses interventions sur youtube)
- un accord interprofessionnel sur une RTT générale de 4% : proposé par Denis Clerc, économiste fondateur d'Alternatives économiques, qui créerait 500 000 emplois pour un coût de 30 mds
- une incitation financière au passage à la semaine de 4 jours : proposée depuis 20 ans par P. Larrourou, s'appuyant sur le modèle des 400 entreprises passées à la semaine de 4 jours dans le cadre de la loi de Robien (1996), à coût constant pour les salariés, les entreprises et l'Etat, et qui pourrait créer 1,5 à 2 M d'emplois

Il existe aussi des scénarios de RTT choisies et individualisées, permettant : la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, la formation tout au long de la vie, la transition entre travail et retraite, un congé sabbatique, un compte-épargne-temps de vie, la favorisation de la vie sociale... Car il ne faut pas oublier que notre société est devenue une société de services à 80% (57% dans les années 80), dans laquelle les questions du travail et du temps de travail ne se posent plus de la même manière que dans une société industrialisée.

Chap. 7 : La RTT au cœur d'un projet de société

Il faut changer de modèle de développement économique, et mettre en œuvre une transition écologique (énergie, habitat, environnement) qui est elle-même riche de créations d'emploi.

Et refonder notre contrat social en assurant à toutes et tous un emploi et/ou un revenu.

Et pour combattre les inégalités sociales, il ne faut surtout pas « casser » notre modèle social, mais refonder son financement sur des bases plus justes.

Il n'y a pas de crise de la valeur travail, mais crise de l'organisation du travail et du partage des richesses créées.

Après l'introduction, **le débat** a porté sur :

- l'ubérisation et la fin du salariat : on n'en est pas là, mais il y a une tendance, et c'est surtout la question de la protection sociale qui est posée pour les travailleurs indépendants
- s'il n'y a pas de travail pour tous, il faut peut-être penser au revenu de base

- le PIB comme mauvais outil de mesure de la richesse et en tout cas pas du développement humain
- il n'y a pas de pénurie du travail si on inclut toutes les activités non comptabilisées dans le PIB et tous les besoins non satisfaits
- la critique des 35H qui n'ont pas eu que des conséquences positives pour les travailleurs (cadences, chasse aux pauses...)
- les entreprises à 32H : le Collectif Roosevelt s'emploie à en établir la liste et la fera connaître
- la faisabilité des 32H dans les TPE et pour certaines professions (agriculture, cadres, travailleurs indépendants...)
- l'incitation à l'embauche : il faudra conditionner les aides financières à l'embauche et ne pas recommencer l'erreur du CICE
- l'importance de la formation tout au long de la vie
- les emplois non pourvus : ils seraient 300 000, mais il est difficile d'en obtenir une liste précise
- l'objectif du plein emploi : est-il tenable ?
- demander une grande conférence sur le travail, ce qui malheureusement ne semble pas intéresser les politiques

Rédigé par Pascale Mazuy et Bernard Arnaud